

3° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die titularis zijn van het ambt van inspecteur algemene vakken, van inspecteur bijzondere vakken, van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs of van het ambt van inspecteur-generaal, onder wie ten minste één inspecteur bijzondere vakken;

4° drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap die gekozen zijn op voordracht van de representatieve organisaties van de onderwijzers van het net van de Franse Gemeenschap aangesloten bij vakorganisaties die zitting hebben in de nationale Raad en die titularis zijn ofwel van het ambt van inspecteur algemene vakken, van inspecteur bijzondere vakken, van inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs ofwel van het ambt van inspecteur-generaal of studiefprefect of directeur.

Voor ieder effectief lid wordt volgens dezelfde modaliteiten een plaatsvervangend lid aangesteld dat enkel zitting heeft wanneer het effectief lid dat hij vervangt afwezig is.

§ 3. De bevorderingscommissie wordt bijgestaan door een secretaris die gekozen is onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 2. De bevorderingscommissie kan slechts zitting houden wanneer ten minste twee derde van zijn leden aanwezig zijn en voor zover de uitnodigingen vóór het vestrijken van 10 werkdagen verzonden werden.

De beslissingen worden genomen bij geheime stemming en bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen. Bij staking van stemmen wordt de stemming gunstig geacht voor de kandidaat.

De leden van de bevorderingscommissie mogen geen beoordeling uitbrengen noch aan de beraadslaging deelnemen wanneer de kandidaat hun echtgenote is of een bloed- of aanverwante of een bloed- of aanverwante van hun echtgenote in een lagere graad dan de vijfde.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden de Inspectie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 september 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Secundair Onderwijs, Kunsten en Letteren,
P. HAZETTE



F. 2000 — 3324

[2000/29443]

20 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le protocole n° 229 du Comité de Secteur XVII, conclu le 22 février 2000;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 1999;

Vu l'accord du Ministre ayant le Budget dans ses attributions, donné le 20 décembre 1999;

Vu l'accord du Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions, donné le 16 décembre 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 11 mai 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° L.30.215/2/V, donné le 19 juillet 2000 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 9 novembre 2000,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel statutaire et contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux membres du personnel statutaire et contractuel du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Utilisation de la bicyclette sur le chemin du travail

Art. 2. § 1^{er}. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui utilisent leur bicyclette afin de se rendre à leur lieu de travail ont droit, lorsque la distance à parcourir entre leur résidence et le lieu de travail est d'un kilomètre au moins, à une indemnité de F 6 par kilomètre parcouru à bicyclette, arrondi au kilomètre supérieur.

La même indemnisation est accordée aux membres du personnel qui utilisent leur bicyclette pour se rendre de leur domicile à un arrêt de transport en commun ou d'un arrêt de transport en commun à leur lieu de travail, pour autant que l'utilisation du transport en commun serve à se rendre au lieu de travail et que la distance entre le lieu de résidence ou de travail et l'arrêt du transport en commun soit d'un kilomètre au moins.

§ 2. L'utilisation de la bicyclette peut précéder ou suivre l'utilisation d'un véhicule automoteur privé pour autant que le véhicule ne soit pas propriété du membre du personnel et qu'il soit simultanément utilisé pour le déplacement de plusieurs personnes n'habitant pas sous le même toit. Les règles du § 1^{er} sont également d'application dans ce cas.

§ 3. L'indemnité perçue pour l'utilisation de la bicyclette ne peut en aucun cas être cumulée avec une intervention dans des frais de transport en commun pour le même trajet et la même période.

§ 4. L'octroi de l'indemnité est réservé aux membres du personnel qui justifient l'usage de la bicyclette pour les trajets visés au paragraphe 1^{er}, pendant au moins dix jours ouvrables par mois.

CHAPITRE III. — *Utilisation de la bicyclette pour les missions de service*

Art. 3. Les membres du personnel visés à l'article 1^{er} qui effectuent des déplacements dans l'intérêt du service ou pour des nécessités de service ont droit à une indemnité de F 6 par kilomètre parcouru, arrondi au kilomètre supérieur.

CHAPITRE IV. — *Demande et liquidation de l'indemnité*

Art. 4. En cas d'usage de la bicyclette répondant aux conditions fixées à l'article 2, la demande de liquidation de l'indemnité est introduite mensuellement auprès du service du personnel ou de l'agent mandaté à cet effet au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe 1 du présent arrêté.

Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieur, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

La première introduction de ce formulaire est accompagnée d'une description de l'itinéraire emprunté ainsi que du kilométrage aller et retour que celui-ci comporte. Le choix de ce parcours est adapté aux spécificités propres aux déplacements en bicyclette, en particulier à celles que requiert la sécurité du cycliste dans la circulation.

Toute modification ultérieure de l'itinéraire fait l'objet d'une nouvelle description et d'une justification appropriée.

Art. 5. § 1^{er}. Le service du personnel ou l'agent désigné à cet effet transmet les demandes établies sur base des formulaires repris à l'annexe 1 accompagnées de son avis, dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de leur réception, à l'autorité mandatée à cet effet.

Celle-ci décide, dans un délai d'un mois à dater de l'envoi, du parcours à suivre et de la distance, le nombre total de kilomètres aller et retour étant arrondi à l'unité supérieure. La date d'entrée en vigueur de la décision d'octroi est mentionnée dans la décision.

A défaut d'une décision formelle dans le délai fixé, la demande est censée être acceptée.

§ 2. Les dispositions du § 1^{er} sont d'application à chaque changement apporté dans le parcours défini à la première demande d'indemnité.

Art. 6. Lorsque le membre du personnel ne peut marquer son accord avec le parcours ou la distance imposés, il fait part de son objection à l'autorité visée à l'article 5, § 1^{er}, dans un délai de dix jours ouvrables après en avoir pris connaissance.

La décision finale revient à cette autorité, qui dispose de dix jours ouvrables à dater de la réception de l'objection de l'intéressé(e). Elle est immédiatement communiquée à l'intéressé(e).

Art. 7. § 1^{er}. En cas d'usage de la bicyclette répondant aux conditions fixées à l'article 3, la demande de liquidation de l'indemnité est introduite mensuellement auprès du service du personnel ou de l'agent mandaté à cet effet au moyen du formulaire dont le modèle figure à l'annexe 2 du présent arrêté. Sur ce formulaire, le membre du personnel indique le nombre total de kilomètres parcourus, arrondi à l'unité supérieure, ainsi que le montant de l'indemnité auquel il estime avoir droit.

§ 2. Ils communiquent sur le document les dates et parcours effectués dans le cadre des missions accomplies.

Art. 8. Les membres du personnel transmettent leurs demandes d'indemnité auprès de leur service du personnel ou de l'agent désigné à cet effet qui les transmettra, après avis, à l'autorité mandatée à cet effet dans un délai de quinze jours ouvrables à dater de leur réception.

Art. 9. L'autorité visée à l'article 5 est chargée, après vérification, de la liquidation de l'indemnité, sur base mensuelle.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2000.

Fait à Bruxelles, le 20 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Fonction publique,

W. TAMINIAUX

**Demande de paiement de l'indemnité de bicyclette pour son utilisation sur le chemin
du travail ou d'un arrêt de transport en commun**

Je soussigné(e)(Nom, Prénom) Grade

Agent auprès de

(Ministère ou Organisme d'intérêt public avec mention de l'adresse administrative)

demande à me voir octroyer une indemnité pour l'utilisation de ma bicyclette sur le chemin du travail/le chemin vers un arrêt de transport en commun/un véhicule automoteur utilisé en covoiturage (biffer la mention inutile) entre

.....(adresse du lieu de départ) et

..... (adresse du lieu d'arrivée) suivant le trajet suivant :

Croquis du trajet	Index des rues empruntées

Remarque : indiquez sur le croquis le plan de circulation (sens interdit...) du chemin emprunté ainsi que le nom des rues ou une référence par rapport à l'index des rues. A ne remplir qu'à la première demande ou si des changements de trajet ont lieu, auquel cas il faudra préciser la raison desdits changements. L'autorité se réserve le droit de refuser le parcours proposé ou d'en modifier le kilométrage total.

représentant une distance total Aller/Retour parcourue journellement de km.

Je reconnais que le chemin décrit ci-dessus est celui qui est le plus court et qui offre le plus de sécurité.

Dans le cas où la bicyclette servirait à se rendre à un arrêt de transport en commun, indiquez le transport en commun utilisé et éventuellement le numéro d'abonnement

Je confirme sur l'honneur avoir utilisé ma bicyclette pour me rendre à mon lieu de travail ou à un arrêt de transport en commun pour la période du (jour-mois-année) au (jour-mois-année), correspondant à un nombre total de jours effectifs d'utilisation, soit un kilométrage total de km × jours = km (arrondi au kilomètre supérieur).

J'estime dès lors avoir droit à une indemnité de km × 6 FB = FB pour la période susmentionnée.

L'indemnité peut être versée sur le compte n°/...../..... de (titulaire) à (adresse).

Je reconnais n'avoir pas eu recours à un quelconque transport en commun ou à mon véhicule personnel durant la période d'utilisation de la bicyclette pour le trajet repris ci-dessus ou le trajet retenu par l'autorité.

.....
Date et Signature

Visa du Chef de Service
(Nom, grade et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Fonction publique,
W. TAMINIAUX

Demande de paiement de l'indemnité de bicyclette pour son utilisation dans le cadre d'une mission de service

Je soussigné(e)(Nom, Prénom) Grade

Agent auprès de

(Ministère ou Organisme d'intérêt public avec mention de l'adresse administrative)

demande à me voir octroyer une indemnité pour l'utilisation de ma bicyclette dans le cadre d'une (de) mission(s) de service durant la période du (jour-mois-année) au (jour-mois-année) et reprise(s) dans le tableau ci-après :

Date(s) de la (des) mission(s)	Objet de la (des) mission(s)	Déplacement(s) effectué(s)		Nombre de kilomètres effectués (A/R)
		de	à	
1.				
2.				
3.				
				TOTAL (arrondi au kilomètre supérieur)
				Km

L'autorité se réserve le droit de modifier le kilométrage total. **L'agent est tenu de joindre en annexe un justificatif de la (des) mission(s) de service pour la(es)quelle(s) il a recours à l'utilisation d'une bicyclette.**

J'estime dès lors avoir droit à une indemnité de km × 6 FB = FB pour la période susmentionnée.

L'indemnité peut être versée sur le compte n°/...../..... de (titulaire) à (adresse).

Je reconnais n'avoir pas eu recours à un quelconque transport en commun ou à mon véhicule personnel durant la période d'utilisation de la bicyclette pour le(s) trajet(s) repris ci-dessus.

.....
Date et Signature

Visa du Chef de Service
(Nom, grade et signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 novembre 2000 accordant une indemnité pour l'utilisation de la bicyclette aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Commissariat général aux Relations internationales, de l'Office de la Naissance et de l'Enfance et du Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre chargé de la Fonction publique,

W. TAMINIAUX

VERTALING

N. 2000 — 3324

[2000/29443]

20 NOVEMBER 2000. — **Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap waarbij een vergoeding voor het gebruik van een fiets wordt toegekend aan de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, van het « Commissariat générale aux Relations internationales », van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française »**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3 gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het protocol nr. 229 van het comité van sector XVII, gesloten op 22 februari 2000;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 20 december 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheden de ambtenarenzaken behoren, gegeven op 16 december 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 11 mei 2000 over het verzoek om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. L.30.215/2/V, gegeven op 19 juli 2000, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 9 november 2000;

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, alsook op de statutaire en contractuele personeelsleden van het « Commissariat générale aux Relations internationales », van de « Office de la Naissance et de l'Enfance » en van de « Service de perception de la redevance radio et télévision de la Communauté française ».

HOOFDSTUK II. — *Gebruik van de fiets op de weg van en naar het werk*

Art. 2. § 1. De personeelsleden bedoeld bij artikel 1 die hun fiets gebruiken om zich naar hun werkplaats te begeven hebben recht, wanneer de af te leggen afstand tussen hun woonplaats en de werkplaats minstens één kilometer bedraagt, op een vergoeding van 6 BEF per afgelegde kilometer, afgerond op de hogere kilometer.

Dezelfde vergoeding is toegekend aan de personeelsleden die hun fiets gebruiken om zich van hun woonplaats naar een halte van het gemeenschappelijk vervoer of van de halte van het gemeenschappelijk vervoer naar hun werkplaats begeven, voor zover het gebruik van het gemeenschappelijk vervoer ertoe dient om zich naar de werkplaats te begeven en dat de afstand tussen de woonplaats of de werkplaats en de halte van het gemeenschappelijk vervoer misnietens één kilometer bedraagt.

§ 2. Het gebruik van een fiets kan plaatshebben vóór of na het gebruik van een particulier automotorisch voertuig voor zover dat voertuig niet het bezit zou zijn van het personeelslid en dat het gelijktijdig gebruikt wordt voor de verplaatsing van meerdere personen die onder eenzelfde dak wonen. In dit geval zijn ook de regels van § 1 van toepassing.

§ 3. De geïnde vergoeding voor het gebruik van een fiets kan in geen enkel geval gecumuleerd zijn met een vergoeding voor vervoerskosten voor hetzelfde traject en dezelfde periode.

§ 4. De toekenning van een vergoeding is voorbehouden voor de personeelsleden die gedurende minstens tien werkdagen per maand hun fiets gebruiken voor de verplaatsingen bedoeld bij paragraaf 1.

HOOFDSTUK III. — *Gebruik van een fiets voor het vervullen van dienstopdrachten*

Art. 3. De bij artikel 1 bedoelde personeelsleden die verplaatsingen doen in het belang van de dienst of wegens dienstverplichtingen hebben recht op een vergoeding van 6 BEF afgelegde kilometer, afgerond op de hogere kilometer.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag en uitbetaling van de vergoeding*

Art. 4. Mits gebruik van een fiets dat beantwoordt aan de bij artikel 2 bepaalde voorwaarden, kan de aanvraag tot uitbetaling van de vergoeding maandelijks ingediend worden bij de Dienst Personeel of de daartoe gemandateerde ambtenaar via een formulier waarvan model als bijlage 1 bij dit besluit.

Op dit formulier, vermeldt het personeelslid het totaal aantal afgelegde kilometers, afgerond op de hogere eenheid, alsook het bedrag van de vergoeding waarop hij recht meent te hebben.

De eerste indiening van dat formulier gaat gepaard met een beschrijving van de gevolgde weg alsook van het aantal kilometers heen en terug. De keuze van deze weg wordt aangepast aan de eigen specificiteiten van fietsverplaatsingen, in het bijzonder deze vereist voor de veiligheid van de fietser in het verkeer.

Elke latere wijziging van de weg moet via een nieuwe beschrijving vermeld worden via een ad hoc verantwoording.

Art. 5. § 1. De Dienst Personeel of de daartoe aangewezen ambtenaar zendt de aanvragen op basis van de formulieren opgenomen als bijlage 1 met zijn advies, binnen de veertien werkdagen vanaf de ontvangst, over naar de daartoe gemandateerde overheid.

Deze laatste beslist, binnen een termijn van één maand na de zending, van de te volgen weg en van de afstand, het totaal aantal kilometers heen en terug zijn de afgerond op de hogere eenheid. De datum van inwerkingtreding van de beslissing tot toekenning wordt in de beslissing vermeld.

Bij gebrek aan een formele beslissing binnen de bepaalde termijn, wordt de aanvraag als zijnde aangenomen geacht.

§ 2. De bepalingen van § 1 zijn toepasselijk op iedere wijziging van de weg bepaald bij de eerste aanvraag om vergoeding.

Art. 6. Wanneer het personeelslid zijn akkoord niet kan betuigen met de weg of de afstand die opgelegd zijn, deelt hij zijn bezwaar aan de bij artikel 5, § 1, bedoelde overheid mee, binnen een termijn van tien werkdagen na er kennis van te hebben genomen.

De eindbeslissing behoort tot deze overheid, die over tien werkdagen beschikt vanaf de ontvangst van het bezwaar van betrokkene. Ze wordt onmiddellijk medegedeeld aan betrokkene.

Art. 7. § 1. Indien het gebruik van de fiets wel beantwoordt aan de bij artikel 3 bepaalde voorwaarden, dient de aanvraag tot uitbetaling van de vergoeding maandelijks ingediend te worden bij de Dienst personeel of de daartoe gemandateerde ambtenaar via het formulier waarvan model als bijlage 2 van dit besluit. Dit formulier vermeldt het totaal aantal van afgelegde kilometers, afgerond op de hogere eenheid, alsook het bedrag van de vergoeding waartoe het personeelslid recht meent te hebben.

§ 2. Op dit document worden de datums en de reizen afgelegd in het kader van de vervulde opdrachten medegedeeld.

Art. 8. De personeelsleden zenden hun aanvraag tot vergoeding aan hun Dienst Personeel of aan de daartoe aangewezen ambtenaar over, die ze zal doorsturen, na advies, naar de daartoe gemandateerde overheid binnen een termijn van veertien werkdagen vanaf hun ontvangst.

Art. 9. De bij artikel 5 bedoelde overheid is belast, na verificatie, met de uitbetaling van de vergoeding, op maandelijks basis.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2000.

Brussel, 20 november 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister belast met Ambtenarenzaken,
W. TAMINIAUX



F. 2000 — 3325

[2000/29444]

21 NOVEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française. — Ministère de la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, notamment l'article 1^{er}, § 4bis, modifié par le décret du 13 juillet 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française, modifié par l'arrêté du 15 décembre 1998 et par l'arrêté du 21 juin 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 mai 1999 fixant les modalités pour les remises d'avis et les autorisations visées aux paragraphes 4 et 4bis de l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire;

Sur la proposition du Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 juillet 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 70, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétence et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française — Ministère de la Communauté française, modifié par l'arrêté du 15 décembre 1998, est complété comme suit : « 2^o octroi des autorisations prévues à l'article 1^{er}; § 4bis, de la loi du 29 juin 1983 concernant l'obligation scolaire, modifié par le décret du 13 juillet 1998 ».

Art. 2. Le Ministre ayant la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Bruxelles, le 21 novembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de la Jeunesse, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,
W. TAMINIAUX